HAL open science

”On a atteint un point critique dans la désolidarisation vis-à-vis des quartiers”

Thomas Kirszbaum, Leïla Khouiel

To cite this version:

Thomas Kirszbaum, Leïla Khouiel. ”On a atteint un point critique dans la désolidarisation vis-à-vis des quartiers”. 2018. hal-01811871

HAL Id: hal-01811871

https://hal.science/hal-01811871v1

Submitted on 15 Jun 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

«On a atteint un point critique dans la désolidarisation vis-à-vis des quartiers»

Le Bondy Blog

Par Leïla Khouiel Le 30/04/2018 Jean-Louis Borloo, a remis à Matignon son plan pour les quartiers le 26 avril. Emmanuel Macron doit s'en inspirer pour ses annonces mi-mai en matière de politique de la ville. Entretien avec Thomas Kirszbaum, sociologue, spécialiste des politiques urbaines et chercheur associé à l'Institut des Sciences sociales du Politique rattaché à l'ENS de Cachan/Université Paris Ouest

Le Bondy Blog : S'agit-il d'un énième plan pour les banlieues alors que la petite musique de l'investissement à perte dans les quartiers perdure ?

Thomas Kirszbaum : Le gouvernement étant aux abonnés absents sur la politique de la ville, pour laquelle il n'a pas créé de ministère dédié, Jean-Louis Borloo est perçu comme un quasi ministre de la Ville. Il a construit un véritable programme gouvernemental, alors qu'il ne décide de rien ! La situation est donc assez surréaliste. Elle risque de susciter pas mal de désillusions si, comme les premières déclarations du gouvernement le laissent entendre, la montagne des mesures proposées accouche d'une souris budgétaire. C'est là que le bât blesse : le rapport Borloo reprend à son compte la longue liste des revendications sur les moyens de l'État, formulées par les maires des villes de banlieue et les grosses structures associatives. En négociateur roué, Borloo place la barre très haut, en se disant que si le gouvernement satisfait ne serait-ce que quelques-unes de ces revendications, ce sera toujours ça de gagné. Mais sauf énorme surprise, le « big bang » annoncé n'aura pas lieu. Emmanuel Macron piochera sans doute dans le rapport quelques mesures plus ou moins symboliques qui ne coûtent pas grand chose. On le voit mal en revanche réviser sa stratégie budgétaire du ruissellement des riches vers les pauvres, simplement pour contenter des maires de banlieue qui pèsent peu sur la scène politique et institutionnelle.

Le Bondy Blog : Donc peu de chances selon vous que l'exécutif s'empare d'un travail qu'il a lui-même commandé à un ancien ministre qu'il a lui-même missionné ?

Thomas Kirszbaum : Oui. De plus, cette révision des priorités est d'autant moins probable que la petite musique sur le « tonneau des Danaïdes », laissant croire qu'on aurait englouti des milliards en pure perte dans les banlieues, inhibe les choix politiques. On a atteint un point critique dans la désolidarisation vis-à-vis des quartiers populaires et la « réconciliation nationale » promise par le rapport a toute chance de faire long feu. On le voit aux réactions que suscite déjà le rapport chez une partie des politiques, des journalistes ou sur la toile. Alors qu'elle est notoirement sous-dimensionnée pour répondre aux enjeux de la ségrégation, la politique de la ville est devenue le bouc émissaire d'une rhétorique identitaire qui mobilise des catégories territoriales pour parler d'enjeux raciaux. La mise en concurrence systématique des quartiers populaires et des « territoires oubliés de la France périphérique », c'est aujourd'hui la manière politiquement correcte de dire : *« On en a marre de payer pour ces Arabes et ces Noirs qui n'aiment pas la France et se complaisent dans l'assistanat »*. Marine Le Pen a perdu la présidentielle, mais ses idées prospèrent comme jamais et tétanisent tous les gouvernements.

Le Bondy Blog : Quelles sont les principales propositions à garder du « rapport Borloo » ?

Thomas Kirszbaum : La plupart des mesures contenues dans ce long catalogue sont bonnes à prendre. Il y a d'excellentes choses sur la petite enfance, la santé, le soutien aux travailleurs sociaux, la lutte contre l'illettrisme ou le numérique. Ces mesures égrenées page après page disent en creux

le manque de moyens criant dans des quartiers qui n'ont de prioritaire que le nom. Mais suffit-il de juxtaposer des programmes thématiques conçus d'en haut pour faire une bonne politique de la ville ? Pas plus qu'en 2003, Jean-Louis Borloo ne semble intéressé par l'approche dite « intégrée » ou « globale » de la politique de la ville, devenu le modèle dominant de conduite des projets urbains dans les autres pays, et que la réforme Lamy (le ministère de la Ville du premier gouvernement Hollande) essayait tant bien que mal de relancer en France après l'épisode de la rénovation urbaine.

Le Bondy Blog : Quelle sont ses autres faiblesses ?

Thomas Kirszbaum : Par exemple, la disparition de toute référence à la participation citoyenne que le même François Lamy avait tenté de remettre sur l'agenda de la politique de la ville. La philosophie d'ensemble du rapport s'inscrit en fait dans une grande continuité historique, celle d'une « République sociale » emplie de sollicitude envers les populations démunies. À charge pour les maires et les grandes associations de représenter ces populations et de défendre leurs intérêts auprès de l'État. Les habitants auto-organisés n'ont évidemment pas leur place dans ce schéma un tantinet paternaliste. Enfin, d'autres questions décisives sont passées sous silence ou escamotées, sans doute parce qu'elles ne sont pas prioritaires dans l'agenda des maires de banlieue, lesquels sont focalisés non sans raison sur la question des moyens de l'État. Je pense aux violences policières, à l'exclusion des femmes voilées, aux discriminations ethno-raciales ou à la prohibition du cannabis. Je pense aussi à l'offre de logement abordable et à son accessibilité dans les différents territoires. C'est un peu court de ne raisonner que sur des quartiers prioritaires quand on prétend œuvrer pour le « vivre ensemble », puisque tel est le titre du rapport. C'est s'interdire d'analyser la situation de ces quartiers comme le produit des rapports avec leur environnement, avec le fonctionnement de la société et des institutions. Borloo se fait l'avocat des banlieues et il faut saluer sa témérité. Son rapport contient d'excellentes propositions. Mais même si elles étaient toutes mises en œuvre, elles n'apporteraient jamais qu'une petite part de la solution. Croire le contraire, c'est succomber au charme de la pensée magique et au mirage de l'homme providentiel.

Le Bondy Blog : Y a-t-il eu un rendez-vous raté entre Emmanuel Macron et les banlieues ?

Thomas Kirszbaum : Même s'il est très loin d'avoir fait carton plein dans les banlieues au premier tour de la présidentielle, Emmanuel Macron a lancé sa campagne à Bobigny. Le symbole était fort et son discours sur l'égalité des chances ou sa célébration de la diversité pouvaient susciter sinon une attente, du moins une certaine bienveillance dans cet électorat. À en juger par le décrochage des classes populaires dans leur ensemble vis-à-vis de la politique macronienne, que montrent les enquêtes d'opinion, on peut supposer que ce capital a été largement dilapidé. Emmanuel Macron ne semble pas croire dans l'intérêt d'une politique spécifique pour les quartiers. Il n'a pas forcément tort, mais il surestime sans doute l'impact des réformes non spatialisées (code du travail, formation professionnelle, école…) qu'il conduit par ailleurs. Si la croissance revient, les quartiers en bénéficieront, mais cela accélérera surtout la fuite de ceux qui trouveront les moyens de leur autonomie. Et quand la croissance refluera, les quartiers seront comme d'habitude les grands perdants de la récession. Les Américains ont une expression pour décrire ce phénomène : *« last hired, first fired »*. En une année de mandat, Macron n'aura en fait adressé qu'un seul signal direct et positif aux habitants des banlieues : son discours de Tourcoing en novembre. Macron excelle dans le registre des discours, mais celui de Tourcoing n'avait pas de quoi renverser la vapeur après l'accumulation de signaux négatifs (amputation des APL, des emplois aidés, du budget de la politique de la ville…) dans la première partie de son mandat.

Le Bondy Blog : Et maintenant, quelle est la prochaine étape ?

Thomas Kirszbaum : Avec le rapport Borloo, le chef de l'État est à nouveau au pied du mur. L'habileté de Borloo, c'est d'avoir établi une feuille de route avec des propositions méthodiquement chiffrées, qui permettra à chacun de sortir sa calculette et d'apprécier le volontarisme du chef de l'État. Son autre habileté, même si ça ne suffira sans doute pas à infléchir le pouvoir, c'est de faire entendre une petite musique néolibérale tout à fait compatible avec la ligne de pensée

macronienne : agir pour les quartiers populaires serait un investissement et non une dépense, qui éviterait justement d'avoir à dépenser plus à l'avenir pour ces quartiers, en mettant fin au gâchis des forces productives, en donnant leur chance aux talents qui ne demandent qu'à s'épanouir. Tout est dit au début du rapport : « Ce plan est avant tout un plan de ressources humaines ». On est loin d'une démarche de justice sociale. L'autre aspect du rapport tout aussi macron-compatible, c'est la méthode proposée pour mettre en œuvre ses 19 programmes. Dans la logique de transformation néo-libérale de l'État, il s'agit d'identifier un pilote national chargé de décliner chacun de ces programmes dans les territoires, et de mettre chaque pilote sous pression par des indicateurs de performance. Cela revient à généraliser le modèle de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) à toutes les thématiques de la politique de la ville. Non sans contradiction puisque le rapport critique par ailleurs la « dérive bureaucratique » de l'Anru. Ce qui ne manque pas de sel quand cette critique émane de l'inventeur de l'agence nationale !

Propos recueillis par Leïla KHOUIEL